

# La question du pouvoir

Gérard Fèran (Hauts-de-Seine)  
Gilbert Hercet (Paris)

Le Congrès de Lille doit élaborer une stratégie révolutionnaire. Il ne le fera pas en se limitant uniquement au développement des luttes anti-capitalistes. Il doit aussi entamer le débat sur l'objet de ces luttes, c'est-à-dire la société socialiste. Il est devenu en effet insuffisant de se limiter à une analyse des luttes actuelles en croyant que la notion de mouvement politique de masse est une réponse définitive à tous les problèmes. Au contraire, au-delà de ses ambiguïtés que le texte d'orientation de M. Rocard a déjà soulignées, cette notion laisse en blanc la réponse à une question centrale : celle du pouvoir.

Cette question est posée dès aujourd'hui à travers la radicalisation des luttes.

Une radicalisation qui s'exprime non seulement par l'élargissement des forces anti-capitalistes mais simultanément par des formes nouvelles d'action ainsi que par une extension des objectifs. En effet, si les travailleurs productifs continuent de mettre en cause les rapports sociaux économiques produits par le capitalisme, ils ne sont plus isolés dans leur combat. De plus en plus, des couches sociales en partie étrangères à l'appareil de production telles que les femmes et les jeunes, contestent le système au niveau dont elles subissent les pires conséquences, c'est-à-dire au niveau idéologique. C'est ainsi que la remise en cause du modèle familial actuel, de l'école de l'ennui fermée à la culture populaire et de bien d'autres réalités encore, provoque l'apparition de révoltes de plus en plus dures de type « ralbol » ; l'Etat a ainsi besoin de l'ensemble de ses appareils idéologiques (famille, école en particulier) pour maintenir sa puissance d'asservissement. Ces révoltés qui remettent en cause l'organisation du travail — et non ses seules conséquences comme le contrôle ouvrier avait déjà commencé de le faire sur l'appareil de

production — mettent donc à l'ordre du jour la question du pouvoir qui déborde celle de l'Etat.

C'est pourquoi élaborer une stratégie révolutionnaire, c'est d'abord tenter de répondre à cette question. Celle-ci est posée à travers les luttes anti-capitalistes, mais aussi au niveau de la société socialiste à construire dans la mesure où les luttes actuelles prétendent au moins partiellement la préfigurer. Or une réflexion sérieuse sur ce point s'impose d'autant plus que les expériences historiques du socialisme auquel nous sommes confrontés ont comme principale faiblesse de ne pas l'avoir résolue. L'URSS bien sûr, mais aussi Cuba qui vient à son tour de s'engager dans la voie de la répression politique. Quant à la Chine, si l'on s'accorde à reconnaître la tentative réelle d'instaurer les bases d'une démocratie de masse on ne peut oublier que là non plus la question de l'exercice du pouvoir n'a pas été pleinement résolue : l'absence d'élections en dehors du parti, le report du dernier congrès, la simplification abusive de la lutte idéologique de la « Ligne rouge » contre la « ligne noire révisionniste », le recours quasi religieux à la pensée de Mao Tsé Toung ne permettent pas de penser que le maoïsme ait permis une avancée théorique et pratique suffisante sur ce point.

## Le communisme, lieu d'exercice des choix politiques

Ce n'est donc pas en répétant pieusement « l'Etat et la révolution », ce n'est pas en se contentant d'« expliquer », comme le font nos camarades de la Gauche Révolutionnaire, que la dictature du prolétariat est le pouvoir de l'énorme majorité contre les « ennemis du

peuple » que l'on résoudra la question. Jusqu'ici toutes les critiques faites à la théorie léniniste du pouvoir, qu'il s'agisse du parti révolutionnaire, de la phase de transition au communisme, de la dictature du prolétariat ont été des critiques de droite. Elles ont conduit à présenter la démocratie bourgeoise comme la seule démocratie possible à opposer à toutes les formes dictatoriales. Elles conduisent aujourd'hui le PCF à prôner un curieux mélange de stalinisme et de parlementarisme bourgeois. Mais notre réflexion doit au contraire montrer comment la lutte pour la destruction de l'Etat et son dépérissement n'élimine pas le problème du pouvoir, c'est-à-dire celui de la démocratie politique dont Lénine comme Marx envisageait la disparition avec celle de l'Etat.

C'est parce que, nous luttons pour un exercice réel et non formel de la liberté qu'il nous faut dire aussi que loin de se résumer à des problèmes de gestion permettant la satisfaction de tous les besoins humains, le communisme deviendra par excellence la société où seront débattus et où s'exerceront les **choix politiques**. Au niveau de la phase de transition et du communisme lui-même, cela veut dire deux choses :

1° — Il faut réexaminer sérieusement la part de néo-rousseauisme qui conduit Lénine à minimiser les contradictions au sein du peuple et à croire que l'exercice du pouvoir, une fois disparues les conditions de l'exploitation capitaliste, se fera « spontanément » en fonction de l'intérêt du peuple et non des intérêts particuliers. Sur ce point l'absence d'une psychologie marxiste dépassant les simples notions d'intérêt et de besoin se fait dangereusement sentir. Tout pouvoir même exercé par des gens révocables et dans des domaines restreints (cas des conseils, par exemple) court constamment le risque d'être exercé au profit de ceux qui le détiennent sur le moment. C'est dire qu'il faut envisager les structures d'équilibre nécessaires empêchant

de telles confiscations.

2° — Il faut critiquer de façon approfondie la théorie du parti unique non pas seulement dans son expression stalinienne mais aussi dans ses présupposés léninistes. Il ne suffit pas d'éviter une bureaucratisation du parti par l'existence des conseils qui le forceraient constamment à se lier aux masses. C'est là le résultat d'une analyse sommaire de la structure politique. Plus les hommes pourront se poser le problème de leur vie (« changer la vie ») et non seulement de leur survie, et plus ils pourront **faire de la politique**. Nous entendons par là que les choix qu'ils auront à faire dans tous les domaines aujourd'hui purement idéologiques (c'est-à-dire masquant les rapports sociaux) qu'il s'agisse d'esthétique, de morale, de toutes les questions liées au bonheur, etc., ces choix seront multiples et devront pouvoir s'exprimer de façon non unifiée. Faire du « parti » la seule instance politique du prolétariat qui exerce le pouvoir à un échelon national et non seulement local c'est refuser de voir que des stratégies différentes de développement du socialisme seront possibles et qu'elles exigeront des lieux spécifiques pour s'exprimer. Et ces lieux ne pourront être simplement les conseils, limités dans l'exercice de leur responsabilité.

Tout cela nous conduit à penser que ce VII<sup>e</sup> Congrès doit mener de front l'impulsion des luttes remettant en cause le pouvoir bourgeois et la recherche sur les conditions d'exercice du pouvoir en société socialiste.

L'ensemble des propositions du texte « Vers la victoire du socialisme » en tient compte tant dans ses propositions sur le mouvement syndical que sur la construction du parti révolutionnaire et sur l'élaboration du programme. C'est pourquoi nous pensons qu'il constitue à l'heure actuelle la meilleure base de travail pour la discussion d'une stratégie révolutionnaire. ■